



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Union méditerranéenne

Question au Gouvernement n° 632

Texte de la question

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

M. le président. La parole est à M. Renaud Muselier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Renaud Muselier. M. le Premier ministre a répondu tout à l'heure sur la position de la France après le vote des Irlandais sur l'Europe. Demain, un débat important doit se tenir ici au Parlement à quinze heures. Mais je voudrais profiter de cette séance pour attirer l'attention de l'Assemblée sur le lancement solennel de l'Union pour la Méditerranée, les 13 et 14 juillet. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

En effet, il est important de valider ce grand projet politique, cette vision, à laquelle le Président de la République a réussi à faire adhérer les Européens. Ce sera l'objet de la réunion qui se tiendra à Paris les 13 et 14 juillet. Tous les pays se retrouveront pour mettre en place cette Union pour la Méditerranée, qui est une nécessité pour le développement et la paix. Cinquante-quatre Chefs d'État, Chefs de Gouvernement ou Présidents seront là, autour du Secrétaire général des Nations unies. Ils assisteront au défilé du 14 juillet, auquel participeront les Casques bleus. Le Président israélien et le Président syrien seront assis côte à côte. Il est essentiel que des personnes qui ne se parlent pas, ou peu, puissent valider des projets aussi essentiels pour le développement de nos rives que l'eau, la dépollution de la Méditerranée, l'Université, la gouvernance.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, pouvez-vous faire le point sur la préparation de ce sommet solennel, qui se tiendra dans moins d'un mois, pour que ce soit une vraie victoire diplomatique, faisant de Paris la capitale de la paix ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur quelques bancs du groupe Nouveau Centre.)*

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes*. Quarante-trois pays, monsieur le député, seront en effet représentés - tous les Européens et tous les pays riverains de la Méditerranée. Cet événement marquera, s'il est réussi, une date très importante dans l'histoire même de l'Europe et dans celle de la Méditerranée. Ce " pont " entre l'Europe et la Méditerranée est nécessaire. Il n'y a pas de frontières aux problèmes de la pollution de la Méditerranée, pas plus qu'au plan solaire que nous voulons proposer ou aux autoroutes de la mer. Quarante-trois Chefs d'État ou de Gouvernement ont été invités. Pour l'heure, le colonel Kadhafi n'a pas exprimé son besoin de venir - il a même, pour le moment, refusé l'invitation qui lui était faite.

M. Arnaud Montebourg. Quel dommage !

M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Les autres seront là, et, comme vous l'avez dit, le Président de la Syrie sera assis à la même table que le Président d'Israël. Et c'est ainsi que nous l'entendons. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)* Si nous ne faisons la paix qu'avec les gens qui ne se battent pas, ce serait certes plus facile, mais ce n'est pas le problème.

Ce jour-là, même si l'objet de la réunion n'est pas de faire la paix, nous souhaitons profiter de cette occasion pour que des personnes qu'une hostilité oppose se parlent, se rencontrent. La période est favorable puisqu'un Président vient d'être élu au Liban, grâce aux Syriens en particulier, et que des pourparlers entre les Israéliens et les Syriens viennent d'être annoncés. Certains peuvent ne pas trouver ça bien ; pour notre part, nous nous en

réjouissons. Nous espérons que cette réunion sera l'occasion pour les Syriens et les Israéliens de se parler, s'ils le souhaitent.

Le 4 juillet, je recevrai Valid al-Mouallem, ministre syrien des affaires étrangères, avec lequel que je me suis entretenu tous les mois pour parler de l'élection au Liban.

Nous avons dit très clairement que si un président était élu au Liban, la France ferait une ouverture qui étonnerait. Cette ouverture aura lieu le 13 et le 14 juillet, et elle s'appelle l'Union pour la Méditerranée !

(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Données clés

Auteur : [M. Renaud Muselier](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 632

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 juin 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 juin 2008